DISCOURS

D'ALEXANDRE ROUSSELIN,

Auteur de la Pétition des Sections de Paris contre les 22 députés frédéralistes et rédacteur de la Feuille du Salut Public.

Sur les mesures de salut public qui doivent accompagner et suivre l'acceptation de l'acte constitutionel, et sur les précautions à prendre contre la sensibilité nationale à l'époque du 10 *août.* 1793

FRE 4'
30573
CASE
FRC
24869

A Peine les droits du peuple évoqués de l'oubli des siècles où les constituans reviseurs les avoient replongés, à peine ces droits

Nota. Je parlois du jugement de la faction lorsque ses crimes douteux encore auprès des individus crédules leur paroissoient avoir besoin pour la sanction du 31 mai, d'être mis dans la plus claire évidence ; mais lorsque les fédéralistes Péthion et Buzot, désespérés de n'avoir pû consommer la ruine de leur pays, passent en Angleterre, et qu'ils y sont reçus

THE NEWBERRY
LIBRARY

sacrés reconquis sur les tyrans sont-ils reconnus, que déja un nouveau parti semble vouloir renaître de la cendre des Girondins. Vous dire, citoyens, qu'il se forme un parti, c'est vous dire qu'il en existe deux, l'un bon, l'autre mauvais. Le premier pur et sans tache est celui des hommes républicains ; vous les connoissez, ils ont fait la constitution, mais ils vous disent en même-tems, si nous avons fait la constitution, veillons autour d'elle, veillons autour de l'ouvrage du peuple, ce bouclier terrible contre l'aristocratie a besoin d'être porté par des hommes forts, il ne peut parer lui-même, il faut qu'un bras vigoureux le mette en action ; l'autre parti est celui qui doit fixer votre attention, il doit devenir l'objet de votre résistance. Les hommes qui le composent vous disent, la constitution est faite, les agitations doivent cesser, la paix doit régner, le peuple doit se reposer, c'est-à-dire, dormir. Lâches esclaves, allez chez le tyran autrichien porter vos maximes léthargiques, allez dans le tom-

---

par Pitt à bras ouverts, leur connivence avec le cabinet de Sainte-James a-t-elle besoin de sillogisme pour être démontrée, et les adhérens qui n'ont pû fuir, ne sont-ils pas condamnés à mort par le juri le plus scrupuleux.

St. Albin -

beau de Capet savourer les pavots de la monarchie. Pour moi, citoyens, comme l'a dit un patriote très-connu, j'aime les inquiétudes dévorantes, j'aime les soucis de la liberté, ce sont ces sensations qui caractérisent l'existence du républicain et qui le distinguent de l'esclave. J'aime la constitution, elle est le culte de tous les François qui aiment la liberté, et elle a particulièrement mon amour, parce qu'elle a la haîne de l'aristocratie; mais je crois qu'il faut veiller autour d'elle, c'est un instrument de plus dans notre main contre l'aristocratie, mais il faut savoir s'en servir, elle courroit les plus grands risques dans sa naissance, si l'on brisoit dans ce moment le moindre des *ressorts révolutionnaires* par les ecours desquels elle a été faite, et sans lesquels elle n'eût jamais été *terminée*.

Non, citoyens, il n'est pas tems de se reposer, la patrie a encore besoin de toute votre surveillance; et quoi, les généraux traîtres sont-ils livrés au glaive vengeur de loi; les Girondins ont-ils expié leurs crimes leurs complices, les administrateurs perfides ont-ils payé de leurs têtes, leur coupable rebellion, par-tout l'impunité règne et insulte à la majesté du peuple outragé.

Le procès des Girondins n'est pas encore terminé. Je ne parle pas de ceux qui dans ce moment portent ouvertement les armes contre la république, ceux-là ne sont point à craindre. Je vous assure que les citoyens qu'ils croyent leurs complices, égarés par les fourberies de ces conspirateurs, mais voyant dans ce moment que c'est contre la Constitution même, c'est-à dire contre les droits du peuple qu'on les mène combattre, vous apporteront avant deux jours, la tête de Buzot et de Wimphen, sur la pique de la liberté.

Ainsi monteront à l'échaffaud les catholiques protecteurs de Louis 17, avant que Louis 17 monte au trône.

Ce qui reste de Girondins ici est obligé de se réduire à la ruse, forcés de plier devant la justice du peuple qui a paralisé leurs complots, ils se battent en retraite dans ce moment, mais ils n'en méditent pas moins leurs projets avortés, ils ont des espions assidus qui veillent autour des comités, secondent leurs mesures, c'est ainsi que sont partis Péthion et Guadet, ils ont encore des solliciteurs, des gens qui n'usent de la liberté que leur a laissée la miséricorde nationale,

que pour faire tout bas et répeter avec encore plus de lâcheté, mais avec autant de succès les calomnies abominables que les captifs proféroient dans les tems avec plus d'audace. Citoyens, prenez garde à votre sensibilité. Les solliciteurs épient votre compassion, ils cherchent à profiter de ces momens d'ivresse où le François qui sait combattre l'aristocratie, mais qui ne sait pas toujours hair, oublie ses ressentimens et pardonne.

Nous avons devant nous l'expérience de la constitution monarchique, et cette expérience vaut bien des années. Lors qu'elle fut acceptée par le tyran, le peuple égaré par les Barnave et les Lameth, oublia les forfaits de Capet, et cette fuite abominable qu'il n'avoit entrepris que pour sceller le projet fait avec l'autriche de remonter sur un trône plus despotique encore que celui qui lui étoit préparé par les reviseurs: oui, le peuple oublia ces forfaits, il les pardonna; les gardes-du-corps qui avoient favorisé l'évasion du roi, le scélérat de Guiche, le Bonne Savardin, tous ces suppôts en action de l'orateur Maury, échappèrent à la vengeance; que dis-je, à la justice nationale, et leurs pas, en sortant de la pri-

son, dont une amnistie surprise par le paillasse d'André les avoit délivrés, se dirigèrent immédiatement chez les émigrés auxquels ils allèrent reporter les nouvelles méditations et les souplesses plus perfidement combinées du tyran.

Ne vous y trompez pas, citoyens, un *modéré* en révolution fut toujours un *traître*. Les Beaumetz et les d'André n'avoient point dans les premiers momens nié les crimes de la fuite du tyran; ils s'étoient tenus à les pallier; ils avoient fait semblant d'enfermer le tyran; un département perfide secondoit leurs projets, tous les jours ils promettoit vengeance au peuple, il lui promettoit justice dans de nouvelles proclamations; le peuple crut à leurs promesses, il s'endormit trop confiant dans ses mandataires. Le tyran au lieu de monter à l'échafaud, fut replacé pompeusement avec sa perfide moitié, sur un trône plus brillant que jamais; il fut couvert d'honneurs nouveaux; la garde que le peuple avoit immolée, fut remplacée par une garde plus contre-révolutionnaire encore; il eut une liste civile, et les flots des sueurs du peuple furent employés à suspendre la liberté, pour laquelle nos frères trahis expiroient dans les combats.

Républicains, rappelez-vous ce tableau fidèle : votre indignation seule parla ; le peuple fut avili, parce que le peuple est trop bon ; les larmes des républicains coulèrent, mais *en vain* ; le tyran fut adoré, encensé dans les spectacles, et insulta la liberté.

Le 10 août brisa l'idole, prenez-garde qu'on ne la relève ; vous savez quel sang a coulé pour parvenir à la renverser, peut-être couleroit-il en vain s'il vous falloit de nouveaux efforts, et vous mourriez esclaves si vous ne confiez sur-le-champ au glaive inexorable des loix la cause des Girondins.

J'ai demandé le premier, à la barre de la Convention, la fête de l'Union pour le 10 août prochain ; je l'ai vu comme un moyen de resserrer l'union départementale ébranlée par les Girondins ; je la crois encore un moyen très-efficace de déjouer leurs ruses abominables ; mais je ne vois pas approcher sans trembler ces momens d'ivresse où le peuple *oublie et pardonne* ; les pardons seuls ont fait nos malheurs ; je sais que les solliciteurs se sont réduits à ce moyen. Ils épient la sensibilité nationale, ils se sont réfugiés dans le cœur du Français, cet asyle doit se fermer, et le temple de la justice

nationale s'ouvrir à l'instant pour sauver l'égalité ; car une amnistie mettroit dans la main des traîtres de nouveaux poignards pour égorger la république.

Citoyen, voilà l'objet public qui doit exciter notre sollicitude ! Loin de nous les dissentions particulières, il ne peut en exister entre les patriotes. Je sais qu'on menace la République d'un nouveau parti. Peut-il en être un plus populaire que celui qui a toujours sauvé le peuple. On connoît les patriotes à leurs actions ; il ne peut exister deux montagnes, quoiqu'en disent certaines gens qui, échos des Brissotins, veulent paroître les vrais amis du peuple ; et, suivant une route différente de ceux-ci, feignent de paroître extraordinairement enragés, plus enragés encore que les révolutionnaires, c'est-à-dire, ne sont au fonds que contre-révolutionnaires. Ils trouvent la cause du peuple bonne, parce qu'elle est victorieuse ; mais ils ne la trouvoient pas telle quand il y avoit des périls, alors ils étoient amis des Lameth, puis de Lafayette, ensuite courtisans et adulateurs de la Gironde ; enfin, ils verroient passer toutes les générations des patriotes, et seroient toujours les amis des

plus fort, semblables à ce *général*, qui, neutre entre deux armées ennemies, contemploit l'issue du combat pour se livrer à la victoire; ce sont ces hommes, citoyens, qui, affectant de monter au plus haut période du patriotisme, voudroient nous faire soupçonner jusqu'à Robespierre, sous l'étendard duquel ils osent paroître et recueillir ses fruits sans avoir partagé ses périls. Ah! qu'ils s'attachent à la chose publique, ces hommes! qu'ils s'occupent de faire punir les généraux traîtres, les Custines, et tous ceux dont l'impunité nous brave en ce moment. Il reste encore des coups à frapper, s'ils ont du courage, qu'ils aillent chercher la tête des Buzot et des Barbaroux, de ces lâches scélérats qui envoient des assassins poignarder les défenseurs de la liberté! Et quoi, n'avons-nous pas d'objets assez dignes de nos inquiétudes, de notre colère. Marat vient d'expirer sous le fer assassin; la France entière désabusée va reconnoître les services qu'il a rendus; mais il ne suffit point de cette réparation aux calomnies dont sa vie fut abreuvée; ce ne sont point des fleurs qu'ils faut jetter sur sa tombe. *Vengeance*, oui, *vengeance*: voilà la *sœur de la li-*

berté, voilà la déesse à qui nous devons sacrifier. Quoi, les tyrans ont à leur solde une légion d'assassins dociles, et dans vingt-cinq millions d'hommes libres la République cherche encore *un Brutus* ! Non, citoyens, le *Curtius* de l'égalité ne sera pas impunément précipité dans le gouffre; les Jacobins s'y précipiteront tous pour ressaisir cette âme qui brûla jusqu'au dernier soupir de l'amour de la liberté.

L'assemblée générale de la section de l'Unité, après avoir entendu la lecture du Discours du citoyen Rousselin, *pénétrée des principes d'énergie et de vérité qu'il renferme et de la nécessité de les repandre, arrête qu'il sera imprimé, communiqué aux quarante-huit sections*, etc.

Signés, MASSÉ, *Président.*

BARBARIN, *Secrétaire.*

De l'imprimerie de la citoyenne GUILLOT, imprimeur de la Feuille du Salut Public, rue Christine, n°. 11.

591